

À QUOI SERT UN ÉCONOMISTE ? ENQUÊTE SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE GOUVERNEMENT

À propos du livre de Mariana HEREDIA « À quoi sert un économiste ? Enquête sur les nouvelles technologies de gouvernement », Éditions de La Découverte, Collection « Les Empêcheurs de penser en rond », 180 pages. ISBN 978-2-3592-5043-5.

Depuis les années 1980, une vague idéologique vite nommée *néolibéralisme* a rempli les espaces jusqu'aux confins des sociétés humaines et des organisations sociales. C'est sur ce phénomène que se penche l'auteure de l'ouvrage « À quoi sert un économiste ? », qui est d'autant plus concernée que son pays, l'Argentine, a été l'un des premiers touchés par la déferlante néolibérale. Le titre du livre aurait pu être « La gloire des économistes », ou bien encore, « La montée en puissance des économistes ».

Spécialiste de sociologie historique des élites, Mariana Heredia a travaillé sur les rapports entre les élites et la modernité dans l'Argentine contemporaine. Née à Buenos Aires, où elle a bénéficié d'une formation de sociologue, elle a poursuivi ses études docto-

rales à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris et est actuellement chercheuse à Buenos Aires, au Conseil national de la Recherche Scientifique et Technique et à l'Institut des Hautes Études Sociales. En outre, elle enseigne dans des universités de la capitale argentine.

Dans son ouvrage, qui est en fait sa thèse de doctorat (effectuée sous la direction de Monique de Saint Martin), elle s'attache à reconstruire l'histoire de la montée en puissance des économistes pour comprendre les transformations concomitantes des démocraties nationales et du capitalisme globalisé. Elle y fustige les séparations qui conduisent au déchirement de notre modernité où, selon elle, « les frontières entre sciences et politiques ont été brouillées », et où « la différenciation éta-

mique et sociale, entre comportements économiques, identités sociales et engagements sociopolitiques » s'est renforcée.

Devant cette fragmentation, l'auteur défend l'idée que « la sociologie peut aider à comprendre le néolibéralisme non seulement en tant que doctrine ou ensemble de politiques publiques transfrontalières, mais aussi, et surtout, comme nouvelle forme de domination dans laquelle la responsabilité sociale des bénéficiaires est diluée ». Les approches sociologiques auxquelles elle emprunte sont l'approche, critique, de Pierre Bourdieu et celle, davantage appliquée, des tenants de la sociologie de la traduction, au premier rang desquels figure Michel Callon. Michel Foucault, avec sa notion de gouvernementalité, a eu également une influence théorique marquante sur ses analyses.

L'ouvrage est sous-tendu par une question de recherche à double détente : « comment se construisent les frontières symboliques et matérielles entre économie et politique ? » et « comment, en associant la politique à une logique économique déterminante et auto-régulée, les économistes ont-ils joué un rôle essentiel dans la structuration d'un nouvel ordre, qui nous domine et nous fragmente sans qu'aucun responsable soit aisément identifiable ? »

Dans une première partie intitulée « Qu'est-ce qu'un économiste ? », Mariana Heredia décline trois regards. D'abord, elle remonte au tournant du XIX^e siècle pour déceler les moments d'une professionnalisation s'opérant en trois temps : la fondation, la consolidation dans la moitié centrale du XX^e siècle et, depuis les années 1990, l'expansion marquée par l'emprise des économistes sur les milieux économiques et sur les milieux académiques.



© Les empêcheurs de penser en rond-La Découverte

Le recours aux modèles mécanistes et l'appui des mathématiques pour accompagner un transfert dans les esprits, dans les entreprises et les gouvernements, sont décortiqués pour mettre en évidence l'unification des sciences économiques, leur rapprochement des sciences naturelles et l'émergence de la figure de l'économiste telle que nous la connaissons aujourd'hui, celle de l'expert. Ce premier regard renvoie à la thèse professionnaliste, fonctionnaliste.

Ensuite, face à l'émergence des économistes néolibéraux et à leur montée en puissance grâce à leur rapprochement des entrepreneurs, des journalistes et des dirigeants politiques nationaux et internationaux dans le développement d'une offensive contre les États-providence, elle fait la part belle aux critiques qui, telles celles d'un Bourdieu, mettent l'accent sur les conditions de production des idées économiques. C'est ici le regard de la contre-attaque critique, dans lequel les idées néolibérales sont évaluées de façon plutôt négative.

Enfin, le troisième regard met en exergue la figure de l'économiste qui perdure de nos jours, celle de l'expert d'une raison technoeconomique dans laquelle les sciences économiques contribuent à formater le monde de manière symbolique et matérielle.

Dans la seconde partie de son opus, intitulée « Les sciences économiques en politique : mode d'emploi », l'auteure s'intéresse particulièrement aux conséquences de l'emprise des économistes sur le régime de représentation. C'est là une question lancinante : que devient la démocratie, lorsque les principales décisions sont déléguées aux experts et que la logique marchande devient la réponse à plusieurs problématiques publiques ?

Cette deuxième partie se compose de deux chapitres : le premier illustre la nature des crises qui ont servi d'opportunité pour ceux qui cherchaient un mécanisme automatique de mise en ordre. En quelque sorte, l'auteure y montre combien les

néolibéraux ont su tirer parti des incertitudes. Dénonçant l'inefficacité des politiques publiques, ces « fonctionnaires économiques », souvent soutenus par les organisations internationales, ont eu tendance à réduire les sociétés à des laboratoires de leurs expérimentations. Les néolibéraux ont réussi, selon Mariana Heredia, à faire passer une crise de l'autorité pour une crise économique.

Le second chapitre montre comment les élites technocratiques globalisées ont pris la place des représentants de la vie syndicale et des hommes politiques dans l'élaboration des politiques publiques, dans laquelle les dispositifs d'individualisation et de coordination ont remplacé le jugement et l'autorité des gouvernants et leurs sanctions. Finalement, à quoi sert un économiste ? (ce terme est expressément utilisé au singulier aujourd'hui, contrairement à autrefois où il était décliné au pluriel).

À attribuer toute l'autorité d'une discipline à son courant dominant. À produire des discours sur le social. À construire un monde axé sur l'utopie d'une coordination sociale vertueuse des vices privés. À contribuer au renforcement de la domination sociale et à la disciplinarisation par l'exclusion des membres les plus faibles de la société : telles sont les réponses de l'auteure. Un premier point fort de l'ouvrage est qu'il est accessible et particulièrement clair malgré les thèmes *a priori* austères qui le nourrissent, à savoir le pouvoir et la domination. En ce sens, il correspond tout à fait à la ligne éditoriale de la collection « Les empêcheurs de penser en rond » dirigée par Philippe Pignarre, qui privilégie des études critiques rédigées avec rigueur et avec le souci d'être accessibles pour le plus grand nombre. Autre point fort, il fourmille d'exemples très documentés sur la façon dont les expériences différenciées, depuis celle du Chili jusqu'aux exemples contemporains en passant par les expériences qui ont eu lieu dans les pays de l'ex-bloc soviétique, ont été

menées ou sont menées. Il met en évidence la façon dont se sont déroulées ces différentes expériences avec leur lot de brutalités, souvent, car les *Chicago Boys* n'ont pas travaillé pour les plus démocrates des dirigeants, en Amérique du Sud, mais aussi ailleurs.

L'ouvrage est intéressant pour des lecteurs européens qui n'ont pris conscience qu'assez tardivement de l'importance de la vague néolibérale sur leur vie, car l'adoption graduelle de mesures dans les pays d'Europe occidentale leur a peut-être laissé penser que cette vague néolibérale ne pouvait toucher que des pays lointains.

On découvre depuis une décennie dans cette zone géographique la montée en puissance de l'économiste en tant qu'expert. Les économistes avaient en effet surtout concentré leur attention sur l'Amérique du Sud et l'Afrique, nous rappelle Mariana Heredia. Les années 1990 ont été celles de l'affirmation de la puissance étatsunienne, les États-Unis vivant alors une période de particulière prospérité économique, contrairement aux républiques d'Amérique du Sud. Or, depuis la fin des années 2000, certaines problématiques qui avaient obsédé les élites politiques du Sud, précise l'auteure, inquiètent de plus en plus les dirigeants des pays les plus riches du Nord.

L'auteure s'inscrit dans le sillage des analyses sociologiques de la traduction : « ce processus ne relève pas seulement de l'ordre du discours. Si les sciences économiques ont contribué à transformer le monde, c'est en réussissant à s'imbriquer - comme l'a bien montré Michel Callon - dans les dispositifs qui structurent matériellement notre existence. Bien plus que dans les proclamations des intellectuels du Mont-Pèlerin [Ndlr : communauté d'économistes, d'intellectuels en lutte contre le socialisme et la planification, une communauté créée en 1947, année de l'essor des idées néolibérales lesquelles ont émergé dans l'entre-deux guerres], le néolibéralisme niche aujourd'hui dans

les écrans des opérateurs financiers, dans les primes accordées aux travailleurs qui réussissent, dans les modes de circulation des biens de consommation, dans les multiples calculs qui servent d'intermédiaires dans nos pratiques quotidiennes ». Son emprise est mise en perspective et est illustrée, loin d'interprétations critiques par trop conspiratives du point de vue d'Heredia. Autre influence, celle de Foucault, comme l'indique encore l'auteur : « la montée des économistes exprime ainsi une transformation intime : celle des subjectivités et de leurs rapports au collectif. Comme l'avait remarqué Michel Foucault, le néolibéralisme est tout autant un

ensemble de politiques publiques que l'approfondissement d'un processus d'individualisation qui se définit par la propagation et l'équipement des homo œconomicus dans les territoires qui échappaient jusque-là à la logique marchande ». La notion de « gouvernementalité » est convoquée, elle permet de placer la montée en puissance des économistes dans une longue transition historique vers un exercice subtil et incitatif du pouvoir. L'économie en tant que régime de domination recouvre le politique, tout comme le politique en tant que régime de domination avait recouvert la religion, développant de nouvelles technologies de gouvernement dans

lesquelles l'agencement du désir est devenu un mécanisme plus efficace que la violence et les punitions. Si l'on devait, finalement, émettre une critique et une seule à propos des analyses de l'auteur, c'est que celle-ci s'en tient à la description sans penser véritablement la domination.

Or, une véritable critique de la domination ne saurait faire l'économie d'une critique du capitalisme.

Par **Alain Max GUÉNETTE** *

* HEG - Haute école de gestion Arc, Neuchâtel.